

**SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL VIEUX-MONTRÉAL-
QUARTIER HISTORIQUE**

RAPPORT FINANCIER

(Audité)

AU 31 DÉCEMBRE 2012

**SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL VIEUX-MONTRÉAL-QUARTIER
HISTORIQUE**

RAPPORT FINANCIER

(Audité)

AU 31 DÉCEMBRE 2012

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT 1 - 2

ÉTATS FINANCIERS AUDITÉS

Résultats 3

Bilan 4

Évolution de l'actif net 5

Flux de trésorerie 6

Notes afférentes aux états financiers 7 - 15

Renseignements complémentaires 16

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'attention des administrateurs
de la Société de développement commercial Vieux-Montréal-Quartier historique

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société de développement commercial Vieux-Montréal-Quartier historique, qui comprennent le bilan au 31 décembre 2012, et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé 31 décembre 2012, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société de développement commercial Vieux-Montréal-Quartier historique au 31 décembre 2012, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Nous attirons l'attention sur la Note 2 des états financiers, qui indique que la Société de développement commercial Vieux-Montréal-Quartier historique a adopté les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif le 1er janvier 2012 et que sa date de transition était le 1er janvier 2011. Ces normes ont été appliquées rétrospectivement par la direction aux informations comparatives contenues dans ces états financiers, y compris les bilans au 31 décembre 2011 et au 1er janvier 2011, et les résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012 ainsi que les informations connexes. Nous n'avons pas pour mission de faire rapport sur les informations comparatives retraitées, de sorte qu'elles n'ont pas été auditées.



Cloutier Longtin Inc.

Par Chantal Longtin, CPA auditeur, CA

Saint-Eustache, le 18 juin 2013

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL VIEUX-MONTRÉAL-QUARTIER HISTORIQUE
RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

	2012	2011
	\$	\$
PRODUITS		
Cotisations des membres	1 051 274	990 120
Événements	-	-
Intérêts	7 651	7 347
Subvention de l'arrondissement Ville-Marie (Note 12)	288 883	211 853
Autres contributions (Note 13)	81 852	89 816
	1 429 660	1 299 136
CHARGES D'EXPLOITATION		
Projets spéciaux et événements (Tableau A)	690 657	622 659
Communications et promotion (Tableau B)	272 011	244 482
Affaires financières et juridiques (Tableau C)	38 646	30 250
Frais d'administration (Tableau D)	340 385	340 358
Amortissement (Tableau E)	34 563	43 745
	1 376 262	1 281 494
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	53 398	17 642

Les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers

Voir les notes afférentes
aux états financiers

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL VIEUX-MONTRÉAL-QUARTIER

BILAN

AU 31 DÉCEMBRE 2012

(Audité)

	2012	2011	Au 1er janvier 2011
	\$	\$	\$
ACTIF			
ACTIF À COURT TERME			
Encaisse	19 579	12 479	-
Placements temporaires	-	-	100 406
Débiteurs (Note 4)	269 547	160 424	152 435
Frais payés d'avance	1 299	3 481	1 759
	290 425	176 384	254 600
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (Note 5)	67 211	84 245	38 989
ACTIFS INCORPORELS (Note 6)	4 987	22 516	50 139
	72 198	106 761	89 128
	362 623	283 145	343 728
PASSIF			
PASSIF À COURT TERME			
Découvert bancaire	-	-	10 895
Emprunt bancaire (Note 7)	-	-	20 000
Créditeurs (Note 8)	123 745	90 998	131 660
Apports reportés (Note 9)	3 332	9 999	16 667
	127 077	100 997	179 222
ACTIF NET			
INVESTI EN IMMOBILISATIONS	67 211	84 245	38 989
ACTIF NET NON AFFECTÉ	168 335	97 903	125 517
	235 546	182 148	164 506
	362 623	283 145	343 728

AU NOM DU CONSEIL

Administrateur

Administrateur

Voir les notes
afférentes aux états financiers

**SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL
VIEUX-MONTRÉAL-QUARTIER HISTORIQUE**

ACTIF NET

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

(Non vérifié - Voir Avis au lecteur)

	Investi en immobilisations	Non affecté	2012 \$	2011 \$
SOLDE AU DÉBUT	84 245	97 903	182 148	164 506
Excédent des produits sur les charges (des charges sur les produits)	(17 034)	70 432	53 398	17 642
SOLDE À LA FIN	67 211	168 335	235 546	182 148

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL VIEUX-MONTRÉAL-QUARTIER
FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012
 (Audité)

	2012	2011
	\$	\$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	53 398	17 642
Éléments n'affectant pas la trésorerie :		
Amortissement - immobilisations corporelles	17 034	16 122
Amortissement - actifs incorporels	17 529	27 623
	87 961	61 387
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement (Note 15)	(80 861)	(57 041)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	7 100	4 346
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Produit de disposition d'un placement	-	100 406
Acquisition - immobilisations corporelles	-	(61 378)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	-	39 028
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	7 100	43 374
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	12 479	(30 895)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN	19 579	12 479

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL VIEUX-MONTRÉAL-QUARTIER
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 DÉCEMBRE 2012
(Audité)

1. CONSTITUTION ET SECTEUR D'ACTIVITÉ

L'organisme a été constitué en vertu de la Loi sur les cités et villes le 6 janvier 2004 et sert à promouvoir et à encourager le développement du commerce et des affaires dans le quartier historique du Vieux-Montréal. Les activités de l'organisme ont débuté en mai 2004.

2. INCIDENCE DU CHANGEMENT DE RÉFÉRENTIEL COMPTABLE

Les présents états financiers sont les premiers états financiers dans lesquels l'organisme a appliqué les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif. L'application initiale de ce nouveau référentiel n'a eu aucune incidence sur l'excédent des produits sur les charges de l'organisme pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2012, ni sur son actif net à la date de transition soit le 1er janvier 2011.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers ont été dressés selon les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif du Manuel de l'ICCA et comprennent les principales méthodes comptables suivantes:

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants comptabilisés à l'actif, au passif et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels ainsi que sur les montants des produits et des charges constatés au cours de l'exercice. Ces estimations sont révisées périodiquement et des ajustements sont apportés au besoin aux résultats de l'exercice au cours duquel ils deviennent connus.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont comptabilisées au prix coûtant moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est réparti sur la durée d'utilisation des biens et est calculé selon les méthodes et taux suivants :

	Méthode	Durée / Taux
Mobilier de bureau	20%	Dégressif
Équipement informatique	30%	Dégressif
Équipement d'entretien	30%	Dégressif
Équipement décoratif	3 ans	Linéaire
Art public	25 ans	Linéaire

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL VIEUX-MONTRÉAL-QUARTIER
 NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
 AU 31 DÉCEMBRE 2012
 (Audité)

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (Suite)

Actifs incorporels

Les actifs incorporels sont amortis en fonction de leur durée de vie utile selon la méthode et le taux indiqué ci-dessous. Ces actifs sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable excède la juste valeur. Le test de dépréciation consiste en une comparaison de la juste valeur des actifs non amortis avec leur valeur comptable. Lorsque cette dernière excède la juste valeur, une dépréciation est constatée pour un montant égal à l'excédent.

Les actifs incorporels sont comptabilisés au coût. Ils sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la période suivante:

	Méthode	Durée / Taux
Application iphone	Linéaire	3 ans
Site web	Linéaire	3 ans

Impôts sur les bénéfices

La société de développement Commercial du Vieux-Montréal-Quartier historique est un organisme à but non lucratif qui n'est pas soumis à la législation fiscale.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de l'organisme consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif et les dépôts à terme dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL VIEUX-MONTRÉAL-QUARTIER
 NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
 AU 31 DÉCEMBRE 2012
 (Audité)

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (Suite)

Instruments financiers

i) Évaluation des instruments

L'organisme évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur. Il évalue tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement à l'exception des placements dans des instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif qui sont évalués à la juste valeur.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se composent de l'encaisse, des placements temporaires et des débiteurs.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des crédateurs.

ii) Dépréciation

Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Aucun actif financier n'a été déprécié cette année.

Comptabilisation des produits

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée. Les cotisations des membres sont comptabilisées sur la base de l'année civile.

4. DÉBITEURS

	2012	2011
	\$	\$
Cotisations à recevoir	114 404	64 770
Sommes à recevoir des gouvernements	66 023	29 903
Subvention à recevoir du gouvernement fédéral	3 300	65 751
Subvention à recevoir de l'arrondissement Ville-Marie	85 820	-
	269 547	160 424

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL VIEUX-MONTRÉAL-QUARTIER
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 DÉCEMBRE 2012
(Audité)

5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2012		2011	
	\$		\$	
	Coût	Amortissement Cumulé	Valeur Nette	Valeur Nette
Mobilier de bureau	9 589	6 927	2 662	3 328
Équipement informatique	26 115	16 912	9 203	13 147
Équipement d'entretien	2 130	1 654	476	680
Équipement décoratif	30 300	25 250	5 050	15 150
Art public	53 000	3 180	49 820	51 940
	121 134	53 923	67 211	84 245

6. ACTIFS INCORPORELS

	2012		2011	
	\$		\$	
	Coût	Amortissement Cumulé	Valeur Nette	Valeur Nette
Application iphone	29 927	24 940	4 987	14 963
Site web	52 940	52 940	-	7 553
	82 867	77 880	4 987	22 516

7. EMPRUNT BANCAIRE

L'organisme bénéficie d'une marge de crédit autorisée de 150 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel bancaire (3%) majoré de 2 %. Ce prêt est remboursable sur demande et est renouvelable annuellement.

8. CRÉDITEURS

	2012	2011
	\$	\$
Comptes fournisseurs	114 632	83 259
Salaires et vacances à payer	9 113	7 739
	123 745	90 998

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL VIEUX-MONTRÉAL-QUARTIER
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 DÉCEMBRE 2012
(Audité)

9. APPORTS REPORTÉS

	2012	2011
Subventions reportées au début	9 999	16 667
Montant reçus au cours de l'exercice	-	-
Montant constatés à titre de produits de l'exercice	(6 667)	(6 668)
	3 332	9 999

Les apports reportés concernent une subvention reçue pour l'achat d'un arbre de Noël en 2010. Ces apports sont amortis sur la même base que l'immobilisation correspondante, soit sur une période de 3 ans.

10. POLITIQUE DE GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La société, par le biais de ses instruments financiers, est exposée à divers risques. L'analyse suivante fournit une mesure des risques à la date du bilan, soit au 31 décembre 2012.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit de l'organisme la société sont liés aux sommes à recevoir.

L'organisme a enregistré des subventions à recevoir dans ses créances, de même que des demandes de remboursements de TPS et TVQ. Les subventions ont été reçues peu après la fin de son exercice financier. L'organisme évalue, de façon continue, les montants à recevoir sur la base des montants dont elle a la quasi-certitude de recevoir en se fondant sur leur valeur de réalisation estimative.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque qu'un entité éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. L'organisme est exposé à ce risque principalement en regard de ses créiteurs. L'organisme a suffisamment de liquidité pour satisfaire à ses obligations.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations de taux d'intérêt du marché. Les instruments à taux d'intérêt fixes assujettissent l'organisme à un risque de juste valeur et les instruments à taux d'intérêt variables assujettissent l'organisme à un risque de flux de trésorerie.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL VIEUX-MONTRÉAL-QUARTIER
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 DÉCEMBRE 2012
(Audité)

11. ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

Au 31 décembre 2012, le solde des engagements en vertu de baux sur un local commercial s'établit à 38 011 \$. Le solde des engagements en vertu d'un contrat de location pour le photocopieur s'établit à 14 921\$. Les loyers minimums des quatre prochains exercices sont estimés aux montants suivants :

2013	2014	2015	2016
\$	\$	\$	\$
39 678	7 515	4 591	1 148

12. SUBVENTION DE L'ARRONDISSEMENT VILLE-MARIE

	2012	2011
	\$	\$
Programme - J'embellis mon Vieux-Montréal	70 000	70 000
Projet des Fées du Vieux-Montréal	65 000	-
Projet "arbre de Noël-2012"	45 000	-
Soutien au développement commercial	20 866	3 704
Projet des Fées du Vieux-Montréal	20 000	-
Projet des 11 Nations-Marché Bonsecours	15 000	25 000
Salon de l'offre commerciale 2012	12 500	-
Application Androïde	12 100	-
Création d'itinéraires de visite du quartier historique	8 750	-
Création de dépliants promotionnels	7 000	-
Projet "arbre de Noël-2011"-subvention reporté	6 667	6 668
Les midis-concerts dans le Vieux-Montréal	6 000	6 000
Animation de la Place Jacques-Cartier	-	33 771
Bruch du dimanche	-	20 000
Contribution au Cahier La Presse	-	14 810
Application iPhone	-	11 500
Site Web	-	11 000
Portrait des secteurs commerciaux	-	8 400
Initiative culturelle "Fête de la musique"	-	1 000
	288 883	211 853

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL VIEUX-MONTRÉAL-QUARTIER

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

AU 31 DÉCEMBRE 2012

(Audité)

13. AUTRES CONTRIBUTIONS

	\$	\$
Société du Vieux Port de Montréal Inc.	-	24 800
Musée Pointe-à-Callière	-	2 500
Office québécois de la langue française	75 798	50 141
Emploi Québec	-	10 875
Autres	6 054	1 500
	81 852	89 816

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL VIEUX-MONTRÉAL-QUARTIER
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 DÉCEMBRE 2012
(Audité)

14. PROJETS SPÉCIAUX	2012	2011
	\$	\$
Projets Spéciaux		
Féeries du Vieux-Montréal	103 450	70 000
Projet décoration "arbre de Noël"	57 000	-
Brunchs du dimanche	44 552	26 268
Exposition - 11 nations autochtones	40 000	25 248
Festival Montréal en histoire	25 000	5 000
Les grands voiliers	20 000	20 000
Festival Montréal en lumière	17 310	48 750
Festival Montréal Baroque	15 000	20 000
Divers/cité	15 000	-
Midi-Concerts	12 000	24 350
Place Jacques Cartier	10 000	16 415
Le Grand boucan	10 000	15 000
Le marché public	10 000	10 000
Rendez-vous gourmands de la culture	10 000	10 000
World Press Photo	10 000	10 000
Château Ramezay	5 000	10 000
Festival de la magie	5 000	5 000
Symphonies protuaires	5 000	5 000
Semaine de la mode	-	30 000
Exposition Gilles Carle	-	25 000
Festival des bateaux classiques	-	10 000
Ecocité 2011	-	7 500
Carte option Art - Galeries d'art	-	1 200
Autres	-	1 200
	<u>414 312</u>	<u>395 931</u>
Opérations		
Embellissement , propreté et sécurité	142 177	103 454
Location d'entrepôt	6 044	5 055
Projet "Espace vert" (Pigeon Hole)	2 105	25 000
Opération patrimoine architectural de Montréal (OPAM)	-	9 765
	<u>150 326</u>	<u>143 274</u>
Services aux membres		
Francisation	65 342	50 823
Comité -Croisière	20 000	-
Accueil Bonneau	5 000	-
	<u>90 342</u>	<u>50 823</u>
	<u>654 980</u>	<u>590 028</u>

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL VIEUX-MONTRÉAL-QUARTIER
 NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
 AU 31 DÉCEMBRE 2012
 (Audité)

15. VARIATION NETTE DES ÉLÉMENTS HORS CAISSE DU FONDS DE ROULEMENT

	2012	2011
	\$	\$
Débiteurs	(109 123)	(7 989)
Frais payés d'avance	2 182	(1 722)
Créditeurs	32 747	(40 662)
Apports reportés	(6 667)	(6 668)
	(80 861)	(57 041)

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL VIEUX-MONTRÉAL-QUARTIER HISTORIQUE
RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

2012
\$

2011
\$

Tableau A - PROJETS SPÉCIAUX ET ÉVÉNEMENTS

Projets spéciaux (Note 14)	654 980	590 028
Études et planification	35 677	32 631
	690 657	622 659

Tableau B - COMMUNICATIONS ET PROMOTION

Publicité et promotion	256 266	239 492
Membership	15 745	4 990
	272 011	244 482

Tableau C - AFFAIRES FINANCIÈRES ET JURIDIQUES

Honoraires professionnels - Autres	27 685	24 258
Honoraires professionnels - Tenue de livres	8 833	3 890
Intérêts et frais bancaires	2 128	2 102
	38 646	30 250

Tableau D - FRAIS D'ADMINISTRATION

Salaires et charges sociales	205 095	214 761
Frais de représentation et déplacement	9 955	7 183
Conseil d'administration et assemblée générale	5 724	8 872
Loyer	35 292	35 089
Frais de bureau et fournitures informatiques	19 719	16 573
Assurances	3 627	6 025
Télécommunications	24 533	24 623
Dons	11 200	2 842
Mauvaises créances	15 682	23 311
Formation et perfectionnement	9 558	1 079
	340 385	340 358

Tableau E - AMORTISSEMENT

Amortissement - Actifs incorporels	17 529	27 623
Amortissement - Immobilisations corporelles	17 034	16 122
	34 563	43 745